



Projet

Investissement

Accompagnement

L'Etat soutient les territoires en Pays de la Loire

*100 millions d'euros d'aide aux projets
générant 420 millions d'euros de travaux*

" C'est maintenant qu'il faut investir "

100 millions d'euros de subventions de l'Etat pour les communes et EPCI de la région en 2016

49 millions du fonds de soutien à l'investissement local (FSIL) répartis en deux enveloppes :

- 27 millions consacrés aux grandes priorités définies entre l'Etat, les intercommunalités et les communes
- 22 millions au soutien à des projets en faveur de la revitalisation et au développement des bourgs-centres

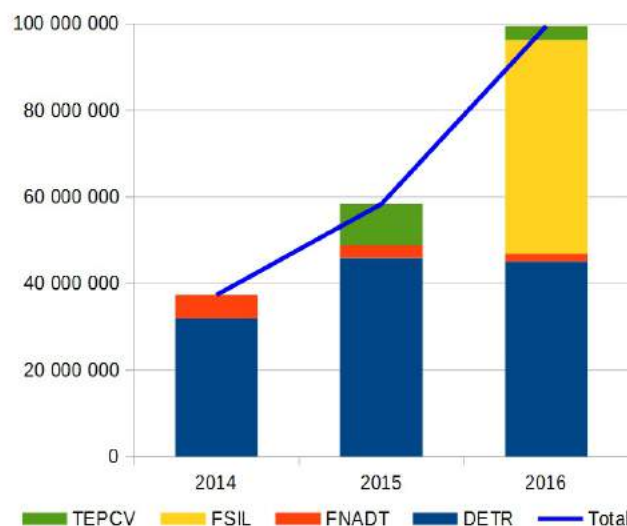
45 millions de dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)

3,2 millions en financement des territoires à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV)

1,7 million sur le fonds national pour l'aménagement et le développement du territoire (FNADT) dans le cadre du Contrat de plan Etat-Région (CPER)

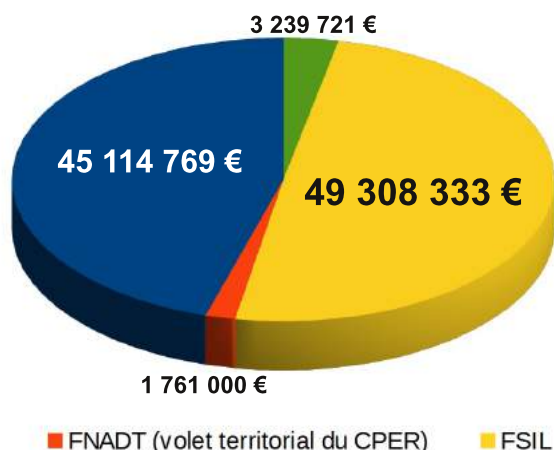
Une augmentation forte en deux ans :
+ 62 % de soutien à l'investissement public en Pays de la Loire

Evolution du soutien de l'État à l'investissement des collectivités



Source : DREAL/ Préfectures

Structure de l'investissement public en 2016 pour la région Pays de la Loire



Les mesures adoptées lors des trois comités interministériels aux ruralités de Laon en mars 2015, Vesoul en septembre 2015 et de Privas le 20 mai 2016, concrétisent le volontarisme du Gouvernement en matière d'investissement public local.

L'enveloppe du fonds de soutien à l'investissement local sera portée à 1,2 milliard d'euros en 2017.



Investissement public local

Communes rurales et villes moyennes sont les principaux bénéficiaires du soutien de l'Etat en 2016



Bénéficiaires :

- Soutien ruralité (- 2 000 habitants)
- Soutien villes moyennes (2 000 à 50 000 habitants)
- Soutien grandes villes (+ 50 000 habitants)
- Autre

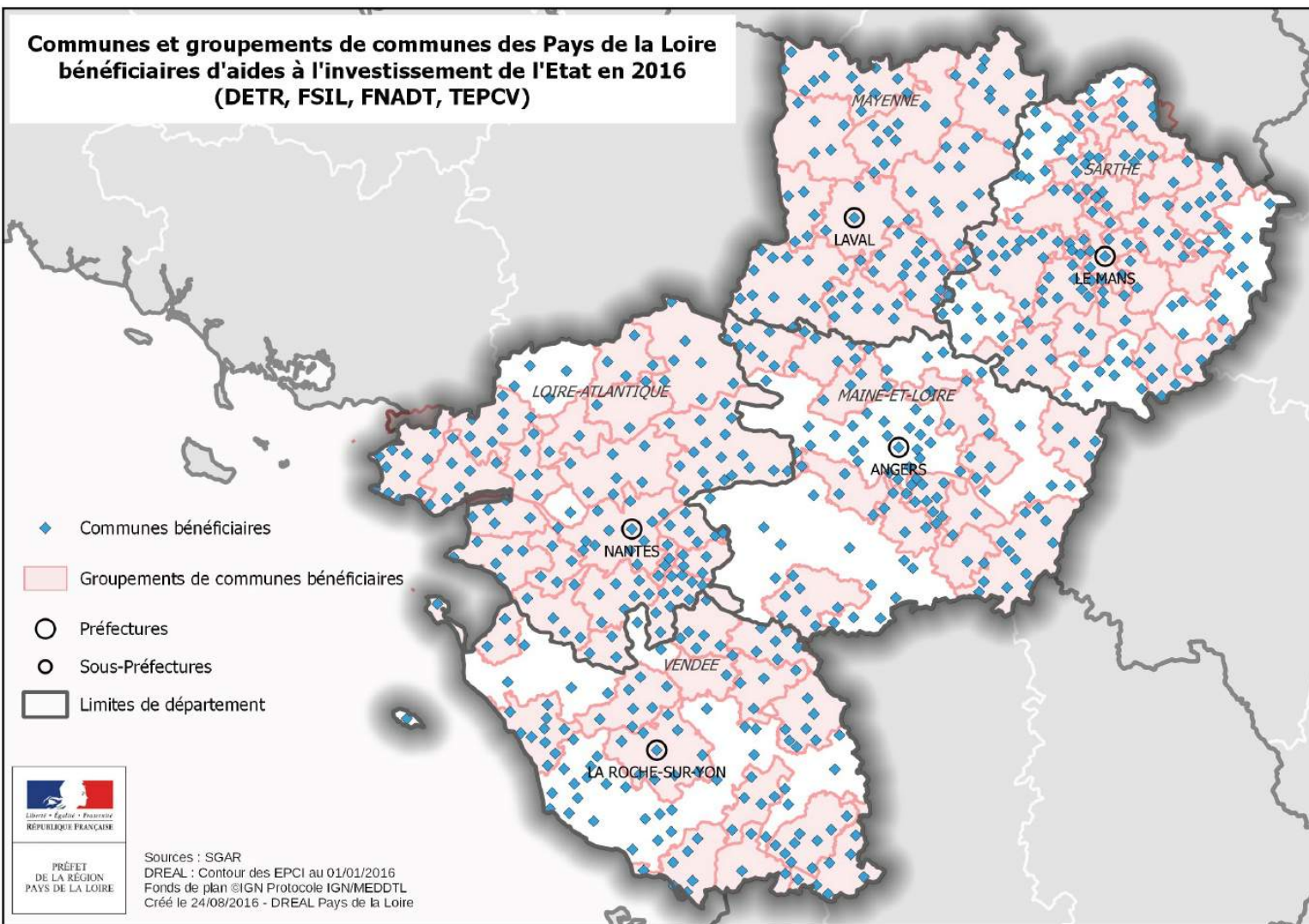
Communes rurales (- 2 000 habitants) : 23,8 % de la population régionale

Villes moyennes (2 000 à 50 000 habitants) : 54 % de la population régionale

Grandes villes (+50 000 habitants) : 22,2 % de la population régionale

Source : DREAL/ Préfectures

Communes et groupements de communes des Pays de la Loire bénéficiaires d'aides à l'investissement de l'Etat en 2016 (DETR, FSIL, FNADT, TEPCV)





Accessibilité & transition énergétique

1. L'Etat soutient l'amélioration de l'accessibilité des établissements recevant du public

Boulangeries, tabacs-presse, hôtels, restaurants, cabinets médicaux, musées, gymnases, administrations... : ce sont tous des établissements recevant du public (ERP) qui doivent être accessibles aux personnes à mobilité réduite. Pour ce faire, l'Etat accompagne les communes en soutenant leurs projets de mise en accessibilité d'ERP publics (DETR, FSIL).

L'Ad'Ap : L'Agenda d'Accessibilité Programmée permet à tout gestionnaire/propriétaire d'établissement recevant du public de poursuivre ou de réaliser l'accessibilité de son établissement après le 1er janvier 2015.

Plus de 20 000 projets ont été déposés en région Pays de la Loire en 2015.



AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE

2. L'Etat soutient la transition énergétique

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 18 août 2015 va permettre à la France de contribuer plus efficacement à la lutte contre le dérèglement climatique et de renforcer son indépendance énergétique en équilibrant mieux ses différentes sources d'approvisionnement.

- **Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV)** : un territoire d'excellence de la transition énergétique et écologique. La collectivité s'engage à réduire les besoins en énergie de ses habitants, des constructions, des activités économiques, des transports et des loisirs. Elle propose un programme global pour un nouveau modèle de développement, plus sobre et plus économe. En région, l'Etat soutient les projets TEPCV des communes à hauteur de **12,7 millions d'euros**.

- **La DETR et le FSIL** soutiennent de nombreux projets de rénovation énergétique des bâtiments publics. Par exemple : système de régulation de chauffage dans les bâtiments publics de la communauté de communes d'Avaloirs (53), rénovation énergétique du patrimoine bâti du Syndicat Pays de Mauges (49), etc. **Au total l'Etat soutient plus de 150 projets en région.**





Investissement public local

Exemples de projets soutenus

Social :

- construction d'un pôle petite enfance sur la communauté de communes de La Champagne Colinoise (72)
- rénovation du centre d'hébergement des travailleurs saisonniers de Noirmoutier en l'île (85)

Santé :

construction d'une maison de santé dans la commune nouvelle d'Orée d'Anjou (49)

Patrimoine bâti et urbanisme :

aménagement de l'hôtel de ville, et création d'espaces mutualisés pour les services publics et les associations de la commune de la Chevrolière (44)

Scolaire :

installation de modulaires pour accueillir une classe supplémentaire à l'école publique de Loiron (53)



Répartition des crédits par nature de projet

Développement économique + revitalisation commerciale	8 098 340 €
Eau, assainissement, énergie et traitement ordures	5 394 417 €
Ingénierie	140 218 €
Loisirs, sports et tourisme	22 416 860 €
Maintien des services de l'État	1 196 331 €
Numérique	108 174 €
Patrimoine bâti et urbanisme	14 457 761 €
Professionnels de santé	4 462 734 €
Scolaire	14 349 852 €
Services à la personne	166 666 €
Social	5 778 212 €
Voirie/ mobilité durable	22 846 876 €
(Autres)	7 382 €
Total	99 423 824 €



Source : DREAL/ Préfectures

FOCUS

Zoom sur les travaux de...

La plate-forme avec stockage de bois broyé pour alimenter des installations collectives de chauffage au bois à Evron (53). L'opération entre dans un projet de structuration d'une filière d'approvisionnement local.

230 000 € de subventions de l'Etat.



Le renforcement de la toiture du futur marché d'intérêt régional (MIN) de Nantes. Premier de province et deuxième de France après Rungis, le MIN de Nantes rejoindra le parc d'activités Océane en 2018.

500 000 € de subventions de l'Etat.